

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 juin 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
25	21	0

N° de séance : 5

Objet de la délibération : Soutien aux
actions en faveur de l'accès au droit -
Attribution de subventions

N° d'enregistrement : BC.2022.087

Date de convocation :
16 juin 2022

Date d'affichage **30 JUIN 2022**

Date de réception en s/Préfecture

30 JUIN 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérecours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 22 juin à 10H00, le Bureau
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions
des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des
Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les
Genêts, 449 route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de
Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT,
Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA,
François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric
MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard
THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD,
Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE

Monsieur LUCIANO,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée en
faveur d'acteurs de l'accès au droit qui interviennent sur son territoire.

Le Centre Départemental de l'Accès au Droit des Alpes Maritimes
(C.D.A.D. 06) : la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique prévoit
l'institution dans chaque département d'un CDAD. Le CDAD 06 est un
groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale, placé
sous la présidence du Président du Tribunal Judiciaire de Nice.

Le CDAD 06 a pour mission de définir une politique d'accès au droit
dans le département, d'initier et de coordonner les actions en matière
d'aide à l'accès au droit.

Ainsi, il permet la mise en place de permanences gratuites et
anonymes d'avocats généralistes et spécialisés en droit du travail, ainsi
que des permanences de notaires au sein des antennes de justice
d'Antibes Juan-les-Pins, Vallauris Golfe-Juan et Valbonne Sophia
Antipolis/ Biot.

Il organise, également, au sein du service Parenthèse un dispositif de « bons de consultation » permettant l'accès à des consultations gratuites directement en cabinet d'avocat pour les victimes de violences intrafamiliales.

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (C.I.D.F.F.) a pour objectif de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Au sein des antennes de justice de la CASA, un(e) juriste de cette association assure des permanences d'information gratuites et anonymes afin d'apporter des réponses personnalisées en droit de la famille.

HARPEGES : cette association a pour but de soutenir, de protéger et d'accompagner les personnes dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé.

Au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, Vallauris Golfe-Juan et Valbonne Sophia Antipolis/ Biot, elle réalise des permanences d'aide aux victimes d'infraction pénale par une prise en charge juridique et psychologique et assure un accompagnement aux démarches administratives. En 2022 elle proposera également une action équivalente au sein de la maison des services publics de Villeneuve-Loubet.

Médiation 06 et Médiation Mosaïque interviennent dans le cadre de la médiation familiale. La médiation familiale est un temps d'écoute, d'échanges et de négociation qui permet d'aborder les problèmes liés à un conflit familial et de prendre en compte les besoins de chacun, notamment ceux des enfants. Leur champ d'intervention concerne toutes les situations de ruptures familiales et permet d'éviter la judiciarisation des conflits.

Médiation 06 intervient à titre d'information sur la médiation au sein de l'antenne de justice d'Antibes Juan-les-Pins, et Médiation Mosaïque intervient plutôt en direction des usagers originaires des communes du moyen et haut pays.

Les deux Maisons France Services ont pour mission de favoriser l'accès aux services publics aux personnes qui en sont éloignées, soit en raison d'un isolement géographique ou de contraintes de mobilité, soit en raison d'une rupture avec les usages numériques imposés pour l'accès aux services actuels. Une de ces structures en format itinérant est portée par l'association Sophia Loisirs Vie (S.L.V.), labellisée « France Services » depuis septembre 2020. Elle se déploie sur les communes du Moyen et Haut Pays CASA. L'autre est portée par le CCAS de la commune de Vallauris-Golfe Juan et est basée en plein cœur de son quartier prioritaire dans la résidence des Hauts de Vallauris. Elle a été labellisée en octobre 2021. Créée au moment de la crise sanitaire sous l'impulsion d'une équipe de bénévoles, l'association « Une Voix pour Elles » entreprend des actions en faveur des femmes victimes de violences et leurs enfants. Sur le territoire de la CASA, l'association ambitionne essentiellement d'apporter un soutien logistique et matériel à ces femmes, afin de favoriser leurs démarches de déménagement et de reconnaissance de leurs droits. Cette action est complémentaire à celle du service Parenthèse qui s'appuie déjà sur l'association pour l'accompagnement d'une partie des victimes qu'il suit, notamment celles dont la décohabitation est en cours.

Les principaux objectifs de ces structures sont de :

- Favoriser l'accès au droit en rapprochant le justiciable de la justice : C.D.A.D. 06, HARPEGES, C.I.D.F.F. ;
- Favoriser l'exercice effectif des droits pour les femmes victimes de violences intrafamiliales : « Une Voix pour Elles » ;
- Réduire les inégalités d'accès aux services publics et contribuer à l'accompagnement des usagers en rupture avec les usages numériques : « France Services » avec S.L.V. et le CCAS de Vallauris ;
- Favoriser le règlement amiable des litiges en renouant le dialogue : Médiation 06 et Médiation Mosaïque.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	Budget action 2022	Montant sollicité en 2022	Montant Proposé en 2022	Avantages en nature (CASA)	Ratio participation Financière CASA/ budget de l'action
C.D.A.D. 06	42 523 €	15 000 €	15 000 €	8 208 €	54,58 %
C.I.D.F.F.	34 000 €	8 000 €	3 500 €	5 000 €	25 %
HARPEGES Aide aux victimes	167 209 €	35 400 €	34 500 €	12 307 €	27 %
HARPEGES Aide à la rédaction	39 713 €	7 800 €	7 500 €	7 033 €	36 %
Médiation 06	16 642 €	6 700 €	6 700 €	1 894 €	52,49 %
Médiation Mosaïque	20 707 €	3 000 €	1 000 €	0 €	4,82 %
Une Voix pour Elles	24 500 €	4 500 €	2 000 €	0 €	8,16 %
S.L.V.	75 500 €	10 000 €	10 000 €	0 €	13,25 %
CCAS Vallauris	110 380 €	15 000 €	15 000 €	0 €	13,59 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder ;

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accès au droit pour leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 95 200 €, à répartir comme suit :

C.D.A.D. 06 :	15 000 €
C.I.D.F.F. :	3 500 €
HARPEGES Aide à la rédaction :	7 500 €
HARPEGES Aide aux victimes :	34 500 €
Médiation 06 :	6 700 €
Médiation Mosaïque :	1 000 €
Une Voix pour Elles	2 000 €
SLV « France Services » :	10 000 €
CCAS de Vallauris « France Services » :	15 000 €

- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution de subventions aux acteurs de l'accès au droit, dont les projets sont joints en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2022 – fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 JUIN 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Soutien aux actions en faveur de l'accès au droit - Attribution de subventions

Date de transmission de l'acte : 30/06/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 30/06/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_087 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220622-BC_2022_087-DE

Date de décision : 22/06/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.5. Subventions